

La révolution arabe a commencé

mercredi 2 février 2011, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 2 janvier 2011).

Il y a deux ans, l'un des principaux stratèges de la classe dominante états-unienne, Zbigniew Brzezinski, lançait cet avertissement : « *Les jeunes du tiers-monde sont agités et amers (...) leur fer de lance potentiellement révolutionnaire va sans doute sortir des rangs de ces millions d'étudiants (...) issus de la classe moyenne inférieure précarisée et mus par un sentiment d'outrage social (...) [ce] sont des révolutionnaires en puissance (...) Leur énergie physique et leur frustration émotionnelle n'attendent plus qu'à être galvanisées par une cause* » (NY Times, 16 déc. 2008). Ces dernières semaines, ils sont descendus dans la rue par millions, en Tunisie, en Algérie, en Jordanie, au Yémen et en Egypte, pour le droit à une vie décente et à un emploi, mais aussi pour prendre en main leur propre destin (création de nombreux comités d'auto-défense, d'approvisionnement, etc.).

Sur 352 millions d'Arabes, 190 millions ont moins de 30 ans et les trois quarts d'entre eux sont sans emploi ; en Egypte, ils représentent 90% des chômeurs-euses. Hillary Clinton a pris la mesure du problème en déclarant : « *L'une de mes préoccupations principales (...) ce sont ces nombreux jeunes sans avenir économique dans leurs propres pays* » (Dapartement d'Etat, 11 janv. 2011). Les masses populaires sont prises à la gorge : en effet, la crise du capitalisme se traduit aujourd'hui par une flambée des prix des denrées alimentaires de base et de l'énergie, promus comme principaux champs d'investissement du capital financier. Selon la FAO, l'indice des prix alimentaires a ainsi bondi de 32% au second semestre 2010 !

Michel Chossudovsky a raison de dire que les « dictateurs » du tiers-monde ne dictent rien [\[1\]](#). Ils sont les courroies de transmission de politiques décidées ailleurs, par les dirigeants des grands Etats impérialistes, des multinationales et de leurs institutions économique et financières (FMI, Banque mondiale, OMC, OCDE, etc.). En Egypte, l'explosion de la misère résulte des programmes d'ajustement imposés depuis 20 ans (déréglementation des prix alimentaires et privatisations), qui ont valu des félicitations à Moubarak : « *L'Egypte a fait des progrès significatifs grâce à de vastes réformes structurelles qui ont connu une accélération depuis 2004* » (FMI, avril 2010). Au-delà de leurs régimes policiers séniles, ce sont ces politiques que les révolutions en cours vont devoir démonter, si elles ne veulent pas préparer de rapides et dangereuses désillusions.

C'est pourquoi les envolées des médias occidentaux à la gloire du « printemps démocratique arabe », de ses manifestations pacifiques, de ses jeunes assoiffés de modernité - n'ont-ils pas préféré Internet aux barricades ! - ne doivent tromper personne. En Tunisie, ce ne sont pas les nouveaux ministres - dont le blogueur Slim Amamou - qui dirigent le pays, mais toujours l'ancien Premier ministre de Ben Ali, Mohamed Ghannouchi, flanqué d'un Gouverneur de la Banque centrale tout neuf, Kamel Nabli, qui s'est immédiatement envolé pour Davos afin de rassurer les milieux financiers : « *la démocratie est bonne pour l'investissement* », a-t-il répété (France 24, 29 janv.). En réalité, les Etats-Unis et leurs alliés s'activent en Egypte et ailleurs pour trouver une alternative « autoritaire » ou « démocratique » à Moubarak et à ses pairs... pour autant qu'elle garantisse le maintien du consensus économique de Washington et de la collaboration stratégique avec Israël.

Mais ni les Etats-Unis ni l'Europe ne tirent les ficelles des révolutions arabes, qui sont portées avant tout par des aspirations sociales, dans le sillage de mobilisations ouvrières, comme celles de Gafsa (phosphates, Tunisie) ou de Mehalla (textile, Egypte). La solidarité avec les luttes du textile est d'ailleurs à l'origine du Mouvement du 6 avril en Egypte, qui a joué un rôle décisif dans le

démarrage de la révolution. De plus, la politisation anti-impérialiste du monde arabe est alimentée depuis des années par la lutte du peuple palestinien et le rejet des guerres sanglantes menées par les Etats-Unis et leurs alliés. Ainsi, pour 88% des personnes interrogées dans six pays de la région, c'est bien Israël qui représente le principal fauteur de guerre, suivi par les Etats-Unis (77%), et non l'Iran (10%) (*LA Times*, 14 août 2010).

Ce qui fait encore défaut à ces révolutions, c'est un programme politique qui rompe avec l'ordre mondial néolibéral (chaîne de la dette, accords de libre-échange, etc.), afin de permettre une redistribution massive des richesses. Un programme qui implique la dissolution du noyau dur des appareils d'Etat néocoloniaux (hiérarchie militaire, services de renseignements, polices, gouvernorats locaux, etc.) et l'expropriation des grandes fortunes privées, accumulées notamment au gré des privatisations. Un programme qui nécessite aussi une rupture avec l'impérialisme ; un engagement aux côtés du peuple palestinien ; et le développement de coopérations Sud-Sud favorables à l'ensemble des partenaires engagés. L'Amérique latine a accumulé une expérience pionnière en la matière, qui ne demande qu'à être partagée et étendue.

Jean Batou

P.-S.

* Cet éditorial paraîtra en Suisse dans le prochain numéro (182) de « solidaritéS ».

Notes

[1] Voir sur ESSF [La Tunisie et les dictats du FMI : Comment la politique macro-économique entraîne la pauvreté et le chômage dans le monde](#), 29 janv. 2011.